

## Les imposteurs

Rien dans la constitution française ne prévoit que les candidats à la présidence de la République doivent être désignés par une « primaire » appelant à voter non seulement les adhérents du parti qui l'organise mais aussi les « sympathisants » de tel ou tel candidat.

Cela ressemble-t-il seulement aux « primaires » américaines ? Pas du tout ; car ces primaires sont l'occasion, outre-Atlantique, de déterminer l'existence des partis qui, entre deux élections majeures, font à peine parler d'eux sinon au Congrès où les Représentants et les Sénateurs font prévaloir les options « républicaines » et/ou « démocrates ».

D'ailleurs, quand DE GAULLE, fort des accords d'Evian (1962) qui mettaient fin à la terrible guerre d'Algérie, fit réviser la constitution, sa constitution, de 1958, pour faire désigner le président de la République par le suffrage universel direct, il se mettait, une fois de plus, au dessus des partis politiques, diviseurs de la Patrie et, accessoirement, selon ses propres catégories idéologiques, de la démocratie et de la République. Ce n'était pas pour se soumettre, en 1965, à une quelconque ébauche de « primaires » !

Après la mascarade renouvelée des « primaires » à la française, version 2016-2017, les imposteurs se débrident complètement, laissant une fois de plus les citoyens dans la perplexité et la Nation en danger.

Monsieur FILLON, arrivé le premier de la course des haridelles de la droite institutionnelle, jure, la main sur le cœur et les yeux dans les yeux des Français (syndrome CAHUZAC), qu'en cas de sa mise en examen, il retirera sa candidature ; il est mis en examen et reste candidat ... Et alors ?

On ne peut que lui souhaiter une veste du meilleur tailleur de France Afrique !

Monsieur HAMON devance Monsieur VALLS qui lui serre la main et, du bout des lèvres, certes, dit qu'il appliquera la discipline républicaine, *i.e.*, œuvrer, comme les battus du premier tour des « primaires » à assurer le succès du candidat des socialistes (et des écolos ralliés) ...

Las, las ! Voyez comme en peu d'espace, Manuel VALLS à contretemps, mais irrémédiablement Monsieur 5%, refuse de soutenir HAMON qui l'a lâché, lui, le Premier Ministre de HOLLANDE, pour vivre sa vie de « frondeur » ! Voilà donc, encore et aussi, un imposteur dont le principal souci est, comme pour FILLON, sa pomme ... Quant à HAMON, comment rallier à lui un parti dont il a raillé la « zélite » parlementaire un tant soit peu godillot ... A chacun la monnaie de sa pièce.

Et tout le monde de courir vers MACRON !

Lui ne court pas – il n'est pas **FORREST GUMP** ! – il est « en marche » !

C'est d'ailleurs pour la raison qu'il marche sans désespérer et qu'il ne peut s'arrêter, sous peine de fausser la dynamique du marcheur de fond (MITTERRAND, à la Roche de Solutré, puis au Champ de Mars) qu'il a fait savoir à la Fédération EIL Convergence qui demandait à le rencontrer afin de connaître son projet éducatif, qu'il ne la recevrait pas ...

Madame LA PEN, habituée au tintamarre que font les casseroles financières et fascistes attachées à ses basques, préfère nier l'existence du pouvoir politique judiciaire ; pour une prétendante à la Présidence de la République, cela est fâcheux : si elle est élue, elle fera de la justice une simple institution ce qui est antithétique de la démocratie qui met à égalité, en en séparant l'exercice, les pouvoirs politiques législatif, exécutif et judiciaire ...

Quant à Monsieur MELENCHON auquel, avec ALLEGRE qui fut son prédécesseur, les PLP doivent le statut de 2000 qui en fait les égaux des certifiés avec 18 heures de service devant les élèves ( c'est l'actuel secrétaire national du SNCA e.i.L. Convergence en charge de la commission des personnels de direction, qui a obtenu cette avancée par la négociation avec ces deux ministres), comment peut-il prétendre à gouverner tous les Français quand il se réclame de la seule France insoumise ?

L'imposture des uns et des autres est patente, même si elle n'est pas de même niveau.

La Nation, l'ensemble des citoyennes et des citoyens assemblés, est, pour le moins, désarçonnée devant tant de contradictions quand ce n'est pas tant de déni démocratique.

Les Français, dans leur immense majorité, sont démocrates et républicains. Ils sont patriotes au sens qu'a ce mot de nos jours et au sens qu'il avait en 1789 et 1793, c'est-à-dire, attachés à la voie de progrès politique et social qu'a ouverte la Révolution.

Le fameux – et truqué – débat politique sur l'identité française que SARKOZY organisa pendant son mandat et auquel les partis politiques et les organisations de « gôche » refusèrent de participer, a permis toutefois au SNCA e.i.L. Convergence qui ne s'est pas dérobé, de montrer que le débat politique restait, au XXIème siècle, celui de l'acceptation, ou le refus, des conquêtes de la grande Révolution, poursuivies en 1830, 1848, 1871, pendant l'Affaire DREYFUS, en 1936, pendant la Résistance, avec le programme du CNR et la Libération ...

Et si les abstentionnistes n'avaient pas toujours tort ?

Un jour, prochain espérons-le, ils trouveront bien le chemin qui mène au rétablissement démocratique de la République sociale.